

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

16 OCTOBRE AU 29 OCTOBRE 1980

Directeur Politique : Bertrand RENOUVIN

10e année - N° 323 - 4,50 F

terrorisme

aujourd'hui la france



hypothèses

Devant le développement d'un terrorisme ouvertement raciste, la presse dans l'ignorance des auteurs réels des attentats s'attache pour le moment à définir des responsabilités morales.

Avec l'attentat de la rue Copernic, qui survient après tant de manifestations d'anti-sémitisme (peintures, sur les murs, saccages, d'une synagogue, tirs d'armes automatiques contre des écoles juives) l'émotion de notre pays est immense. Un attentat triplement odieux, parce qu'il tue au hasard, parce que c'est un attentat raciste, parce que c'est aussi un attentat contre la liberté de culte. Peut-on détailler ainsi l'horreur ? Mais pire encore est le sentiment d'être entièrement désarmé devant cette vague de meurtre qui de Bologne et Munich vient de gagner Paris. Qui sont les assassins ? La presse ne nous renseignera pas là dessus.

LE «COMLOT INTERNATIONAL»

Minute soulèvera l'hypothèse d'une machination «arabe», mais le crédit que l'on peut accorder aux analyses de cet hebdomadaire satyrique est mince. Dans Le Quotidien de Paris, Renaud Rosset fait un parallèle avec l'attentat palestinien contre les écoliers juifs d'Anvers en juillet dernier. Le point commun c'est qu'à Anvers et à Paris, (...) les victimes n'ont pas été prises au hasard. Les objectifs des engins explosifs étaient des établissements juifs, foyer de jeunesse ou synagogue. On ne peut en dire autant de Bologne et de Munich.

Pour ces deux derniers attentats, Le Figaro-magazine reprend les accusations lancées par Franz Josef Strauss et les étaye par une enquête troublante. Les nazis allemands sont-ils manipulés par les services secrets de l'Est ? Il est bien regrettable pour la crédibilité d'une telle hypothèse qu'elle soit faite dans un hebdomadaire dont l'éditorial (de Louis Pauwels) est consacré au «paradoxe d'un pseudo-antiracisme» (sic). Suivent les thèses racialistes de la Nouvelle Droite.

L'EXTRÊME DROITE

De la Nouvelle Droite il en est justement fortement question dans la presse à la suite des accusations formulées contre elle par Jean Pierre-Bloch, président de la

LICRA qui provoquent cette réponse de Pauwels publiée dans Le Journal du Dimanche du 5 octobre :

«J'ai été publiquement mis en cause par M. Jean Pierre-Bloch qui m'impute certaine responsabilité intellectuelle dans la montée du climat antisémite dont l'abominable attentat de la rue Copernic semble témoigner. Ni dans mes écrits ni dans «Le Figaro-magazine» que je dirige on ne saurait relever le moindre mot justifiant ces accusations.»

Voilà qui est loin de convaincre Bernard-Henri Lévy qui, dès le lendemain, déclare au Quotidien de Paris :

«C'est toujours délicat d'établir des liens de cause à effet entre les discours et les actes. Mais il ne me paraît pas absurde de dire que tout le ram-dam qu'on a fait récemment autour des thèses élitaires, indo-européennes, parfois eugénistes, des sous-idéologues de la Nouvelle Droite, par exemple, a préparé le terrain à la situation d'aujourd'hui. Prenez cette semaine encore l'éditorial du «Figaro-magazine». Cette inouïe condamnation des «sociétés multiraciales» et des positions anti-racistes. Ces étranges considérations sur la fécondité comparée des travailleurs immigrés et des Français de souche. Cet appel mal déguisé à la pureté ethnique et au retour des indésirables à leurs patries d'origine (...)

«Mais il faut enfin se rendre compte, comme je m'emploie à le dire depuis des mois, qu'il y a là une authentique pensée fasciste, que les idées qui sont développées dans cette feuille et dans les publications du GRECE ne sont pas des idées comme les autres dont on pourrait discuter dans les salons et les cénacles académiques. Mieux qu'elles réussissent à banaliser, à donner un tour élégant et respectable aux ignominies de la vieille extrême-droite raciste et antisémite. Pensez donc ! Rudolf Hess en quadrichromie et la sélection raciale enrubannée de science !»

LA POLICE

Peut-on en effet nier le rôle capital joué par la renaissance de

cette nouvelle droite «culturelle» dans l'abandon de tout complexe par la «nouvelle droite politique» (en fait l'extrême-droite de toujours) ? Et le subtil racisme «anti-raciste» des Pauwels et consorts ne doit-il pas inéluctablement devenir un racisme ordinaire pour les militants de ces groupements qui se sentent soudain le vent en poupe ?

La concurrence, l'émulation entre extrémistes, très jeunes souvent, a-t-elle fait le reste, conduit tout aussi inéluctablement vers des actes de violence de plus en plus inconscients et odieux ? C'est là une hypothèse vraisemblable. Mais dans ce cas, la responsabilité de la police, de l'Etat, est écrasante. Dans une enquête du Nouvel Observateur, dirigée par Jean-Paul Entoven, le phénomène est bien perçu.

«Il est vrai, que du côté de la police, il ne se passe pas grand chose. Routine ? Mauvaise perception de l'événement ? Choix politique ? Tout semble s'être conjugué pour la laisser, de fait, sans armes face à des terroristes qu'elle ne «sent» pas. Devant un attentat raciste «bénin» ou tragique, elle procède aux «premières constatations», tape un rapport, enquête un peu -c'est selon- et, le plus souvent, classe l'affaire en attendant le hasard heureux -contrôle routier ou flagrant délit- qui lui permettra de mettre la main sur les hommes qu'elle n'a pas le temps de rechercher. Un attentat raciste, c'est vrai, ça ne mobilise pas un service. Et il en faut bien une demi-douzaine pour que le petit monde des flics passe aux heures supplémentaires (...)

«En fait, les renvois de responsabilité masquent un phénomène

plus fondamental : la chasse à l'extrême-droite passe mal dans la police française. Cela ne veut pas dire que ses membres soient eux-mêmes des sympathisants fascistes -il en existe bien sûr; mais ils sont plutôt rares, et on les connaît. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que la police française a pris, depuis trop longtemps, l'habitude de fermer les yeux sur les activités de l'extrême-droite. Elle préfère réserver ses forces pour l'extrême gauche, pour les Bretons, les Corses, pour les autonomes ou pour ceux d'Action directe. Mieux, les fascistes, on les utilise à l'occasion, pour attaquer un lycée en effervescence, pour briser un piquet de grève ou pour coller les affiches des candidats de la majorité. Quand ce n'est pas, comme en 1974, pour assurer la «protection rapprochée» de Valéry Giscard d'Estaing, ou, ensuite -par l'entremise d'une société de gardiennage- pour suivre le président dans ses déplacements en province.»

Nous nous souvenons, à Royaliste, d'une certaine attaque de nos locaux par un soi-disant Groupe d'Intervention Nationaliste (G.I.N.), nous nous rappelons les plaintes non enregistrées, les dossiers qui ne sont pas transmis, les enquêtes qui n'aboutissent pas. Les journalistes qui accusent aujourd'hui la police, ne rêvent pas, ne font pas du sensationnel, nous pouvons en témoigner.

Combien de Juifs, combien d'Arabes, seront-ils encore tabassés et assassinés avant que tous les Français ne se révoltent contre ce gouvernement pourri ?

Frédéric AIMARD

ROYALISTE

CAHIERS TRIMESTRIELS - 10 F

ABONNEMENT ROYALISTE-CAHIERS-TRIMESTRIELS

Nom :

Prénom :

Adresse :

s'abonne à R.C.T. (un an, 4 numéros : 35 F, soutien : 50 F) règlement à l'ordre de Royaliste CCP 18 104 06 N Paris.

l'enjeu informatique

Le 31ème SICOB (Salon international de l'informatique, de la communication et de l'organisation de bureau) qui s'est tenu à La Défense en septembre dernier a été l'occasion de constater l'accélération du processus d'informatisation de notre société. Il n'est plus de domaine professionnel qui puisse être mis à l'écart de cette révolution technologique. Aussi s'impose plus que jamais une réflexion politique sur l'enjeu de l'informatique dans notre société.

La révolution de l'informatique est née de la rencontre d'un besoin et d'un moyen : besoin de transmettre et de mieux traiter l'information; moyen de matérialiser les données en vue de leur transmission et de leur traitement. L'afflux croissant d'informations impossibles à contrôler à cause de leur masse l'avait rendue encore plus nécessaire. Un seul rapport d'Exxon à l'Agence Fédérale pour l'Energie comptait, par exemple, 445 000 pages, soit l'équivalent de mille volumes représentant six années de lecture pour un homme qui n'aurait fait que lire.

Un deuxième phénomène est venu accélérer le processus : la miniaturisation. L'invention des circuits intégrés, puis des micro processeurs, a permis de transformer les «unités centrales» d'ordinateurs (qui nécessitaient naguère de vastes locaux) en minuscules pastilles -le «chip»- de la taille d'un ongle, qui permettent maintenant de traiter en des temps réduits des

masses énormes d'information. A puissance de calcul égale, un ordinateur qui coûtait 150.000 francs il y a une quinzaine d'années se trouve sur le marché à moins de 5000 F.

Si le prix d'une Rolls-Royce avait suivi cette évolution elle coûterait actuellement un franc. Moins cher, plus performants, moins encombrants ils ont mis l'informatique à la portée de tous. Tout employé pourra désormais se servir d'un ordinateur ou d'un terminal après une brève période d'apprentissage.

L'ENJEU INFORMATIQUE

Les conséquences de cette banalisation de l'informatique sont incalculables pour notre société et le pouvoir ne s'y est pas trompé. Allié au patronat il s'efforce de détourner cette technologie à son profit car, comme le dit fort justement Jean Becam (1) «la logique d'une révolution qui donne

des pouvoirs nouveaux est d'être récupérée par le pouvoir en place». Aussi les termes de l'enjeu doivent être clairs. L'informatique peut apporter une véritable libération en permettant de décentraliser, de réduire le temps de travail ou servir à une hypercentralisation, à une surveillance policière totale au service d'une oligarchie.

Tel est le pari national, mais aussi international. Or en ce dernier domaine nous avons perdu toute maîtrise. Les Américains grâce à leurs multinationales détiennent la majorité du marché mondial de l'informatique et une suprématie écrasante dans le domaine de la recherche. De plus, grâce à leurs satellites et leurs «banques de données» (2) ils contrôlent les sources d'information. Une entreprise française qui cherche des données économiques sur la France les obtiendra plus vite et mieux fournies d'une banque de données américaine qu'auprès de l'INSEE. Au niveau national, la stratégie du patronat a consisté ces dernières années à renforcer son pouvoir en améliorant la rentabilité des entreprises grâce aux gains de productivité créés par l'informatique. D'autre part, la généralisation du travail à temps partiel ou à domicile (rendue possible par l'usage des «terminaux») ouvre des perspectives intéressantes quant à l'amélioration des conditions de travail, mais présente des risques importants : l'émiettement et la parcellisation des travailleurs dont la protection syndicale sera rendue difficile.

LA TROISIEME VAGUE

Contre cette offensive du pouvoir et du patronat il faut, comme le propose à juste titre Alvin Toffler dans la «Troisième vague» (3) mettre l'informatique au service d'un projet de société autogérée. La troisième vague c'est le détournement des technologies au service d'une révolution culturelle. Grâce aux micro processeurs c'est possible ! L'utilisation des termi-

naux pilotés par ordinateur et connectés à des imprimantes permettra à de petits groupes de créer leur magazine. La télématique (utilisation des réseaux de télécommunication pour l'informatique) permettra à chaque particulier de créer ses propres programmes, de communiquer à des milliers de kilomètres, rapidement, sans passer par un système centralisé. Les gains de productivité créés par l'informatique pourront permettre de mieux répartir les tâches et de réduire dans des proportions considérables le temps de travail. Tout cela aura pour résultats bénéfiques de démassifier les systèmes de médias, de faire que, ainsi que le souhaitait la philosophe Simone Weil, «l'atelier prenne le pas sur l'entreprise».

Vaste projet qui implique comme le démontre Gorz dans son «Adieux au Proletariat» un autre pouvoir. Sinon nous nous trouverons confrontés à une alternative sans issue : «ou bien la société se fragmentera par affrontements violents, ou bien une dictature totalitaire, en cherchant à rétablir un ordre unifié par la contrainte et la terreur, réalisera un de ces modèles de gaspillage, d'irresponsabilité, d'inertie, de corruption, bref d'inefficacité totalitaire que furent les Etats stalinien et hitlérien». Seul un pouvoir minimum restauré dans son indépendance et sa souveraineté pourra, contre les féodalités (multinationales, Patronat) qui cherchent à s'approprier le progrès technique, libérer les travailleurs et laisser place à une société décentralisée.

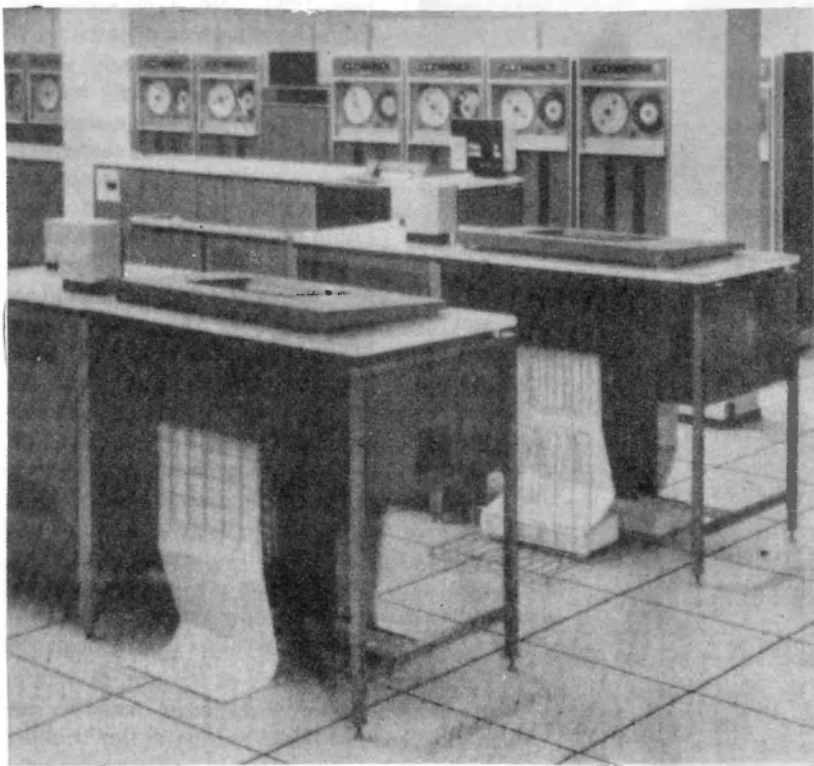
Hubert BOCQUILLON

(1) Jean Becam : «La révolution de l'information», revue **NON!** numéro 3

(2) «Pourquoi nous sommes piégés» **Royaliste 301 et 302.**

(3) Alvin Toffler -La troisième vague- Denoël.

(4) «Scénario pour un autre bonheur», **Nouvel Observateur 829.**



un plan pour rien

Lors de sa conférence de presse, le Premier ministre constatait qu'avec le VII^e plan «on a pu avoir le sentiment que le plan risquait de s'identifier à l'action de l'Etat...» Que les foules se rassurent, rien de tel avec le huitième. Finie «l'ardente obligation» qui faisait de la planification française une originale troisième voie entre le libéralisme sauvage de l'Amérique et la rigide planification de l'U.R.S.S.

Désormais, la plan ne précise plus le taux de croissance à atteindre ou le nombre de chômeurs à ne pas dépasser. Il se borne à définir les conditions qui espèrent-on permettront d'atteindre la croissance la plus élevée possible et, subsidiairement, le chômage le plus limité possible. Il constitue une adaptation de l'idée de planification au libéralisme économique.

Certes, on ne peut qu'être d'accord avec les programmes d'actions prioritaires (PAP, pour les intimes) déterminés. Parmi ceux-ci on relève notamment :

— porter la recherche française au niveau de celle des pays les plus avancés. Il est vrai que dans ce domaine, notre pays a pris sur l'Allemagne, le Japon ou les Etats-Unis un retard important depuis plusieurs années.

— faciliter la vie des familles nombreuses. En effet, il est bien temps quand on a mis la charrue avant les bœufs en se préoccupant d'abord de la loi sur l'avortement, sans rien faire d'important dans le domaine social.

— désenclaver les régions isolées et accélérer le développement économique des DOM-TOM. Mais sans doute faudrait-il avant tout résoudre la question de fond qui

est celle d'une décentralisation réelle dont le pouvoir giscardien ne veut pas.

— développer une industrie concurrentielle grâce aux secteurs d'avenir. Ce choix ne peut évidemment que constituer une priorité pour tout Etat responsable. Mais il

est également indispensable de préserver un certain équilibre de façon à ce que des pans entiers de l'économie nationale ne se retrouvent pas à la traîne (avec les conséquences sociales d'un tel décalage). Or c'est là que le bât blesse; car il faut replacer cette option dans le cadre du libéralisme pur et dur voulu par Giscard et mis en œuvre par Barre. Les idées maîtresses qui constituent la trame de ce huitième plan sont d'une part la compétitivité, d'autre part l'acceptation des contraintes extérieures (avec la crise du pétrole comme alibi). Ces mêmes idées président au «redéploiement» de notre économie dont nous savons ce qu'il faut penser (1). Tout ceci est dans la ligne du développement de l'économie «duale» (2) qui, don-



Jean Monnet : le père de la planification française.

nant priorité à quelques secteurs privilégiés, délaissera froidement d'autres secteurs jugés non viables au regard d'une rentabilité à courte vue.

A ceux qui s'étonnent que l'emploi ne figure pas parmi les grandes priorités, M. Barre répond avec cynisme que «c'est tout simplement (parce) que le huitième plan est tout entier un plan pour l'emploi». On sait ce qu'il faut penser d'une telle pirouette après avoir pris connaissance de la lettre «confidentielle» (et néanmoins publiée par le *Canard enchaîné*)

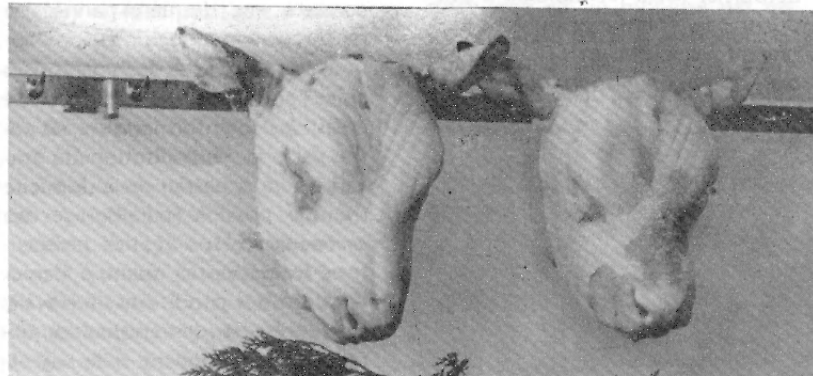
adressée par Michel Albert au Premier ministre. Rappelons que le commissaire général au plan lui-même y déplore que, sur ordre du gouvernement (!), le principal problème posé, c'est à dire l'emploi, soit éludé dans le huitième plan. Adaptez-vous, l'emploi vous sera donné par surcroît, dit le libéral.

A. SOLARI

(1) Voir *Royaliste* 320 spécial été : «l'économie redéployée».

(2) Voir *Royaliste* 319 : «VIII^e plan : vers le meilleur des mondes»

la guerre du veau



Les ministres de l'Agriculture des Neuf, réunis le 30 septembre à Bruxelles, ont décidé d'interdire avant la fin de l'année l'utilisation des hormones dans l'élevage. Mais pour les consommateurs, il ne s'agit-là que d'une demi-victoire.

Les consommateurs, bien sûr, ont obtenu que le problème soit posé, et que des mesures soient prises. De ce fait, les responsables politiques français (Méhaignerie, Chirac ...) qui s'indignaient de la campagne de *L'Union fédérale des Consommateurs* et qui voyaient dans ses animateurs des «irrespon-

sables», ont perdu la face. M. Méhaignerie reconnaît qu'il y a scandale puisqu'il propose maintenant un code de bonne conduite. Cela signifie que les éleveurs se conduisent mal et que la loi n'était pas respectée. C'est d'ailleurs ce qu'avoue la FNSEA et le CNJA en annonçant que la mesure prise à Bruxelles fera augmenter le prix du veau : pourquoi augmenterait-il, s'il n'y avait pas une fraude massive ?

Cependant, l'attitude de M. Méhaignerie paraît encore

floue : il demande seulement aux éleveurs d'appliquer la loi et ne paraît pas décidé à interdire l'usage de certains anabolisants... qui représentent un marché très fructueux pour Roussel-Uclaf. Enfin, le problème du contrôle de l'élevage reste posé. C'est pourquoi l'U.F.C a décidé de maintenir son mot d'ordre de boycott.

Mais surtout, par delà les mesures légales et techniques, c'est tout un système qu'il faut contester. Les subventions à la production de lait en poudre et à l'exportation du beurre sont ruineuses pour la C.E.E., et alourdissent le prix de la viande. Aussi les *Pay-sans-Travailleurs* proposent-ils d'élever tous les veaux au lait entier, ce qui ferait économiser 8,4 milliards de francs à la C.E.E. et permettrait une production de qualité, qui ne serait pas plus chère. Seuls les industriels de l'agro-alimentaire y perdraient. Entre l'intérêt de ces derniers et celui des éleveurs et des consommateurs, le choix est simple. Le gouvernement aura-t-il le courage de le faire ?

B.L.

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris. Téléphone : 297-42-57
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris

* Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

* Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Yvan AUMONT.
Imprimé en France - Diffusion N.M.P.P. - Numéro de commission paritaire : 51 700.

le pari perdu de saddam hussein

Vainqueur ou battu sur le terrain, Saddam Hussein a-t-il perdu son pari politique et diplomatique ? Paul Vigneron qui revient d'Irak a livré à notre rédacteur ses premières impressions et détaille les causes profondes du conflit.

La thèse officielle iranienne du «complot monté de longue date par les Etats-Unis» paraît peu fondée. L'Irak, en effet, n'entretient pas de rapports privilégiés avec Washington et les rumeurs alarmistes, qui couraient à Bagdad, de contacts entre les Américains et Téhéran (pour de nouvelles livraisons d'armes en échange de la libération des otages) confirment que l'Irak n'est nullement rassuré quant aux intentions américaines et qu'il s'est lancé de son propre chef dans l'aventure militaire. Saddam Hussein disposait pour cela de raisons suffisantes. Ainsi depuis l'arrivée au pouvoir à Téhéran de l'Iman et des Mollahs, l'Irak craignait que le réveil chiite ne fasse tâche d'huile. Depuis des mois la hiérarchie religieuse iranienne lan-

çait des appels au soulèvement de tous les chiites irakiens -majoritaires- contre le régime de Saddam Hussein, «traître à l'Islam». Appels qui n'avaient pourtant pas rencontré beaucoup d'échos. A Bagdad inversement on encourageait les menées «séparatistes» des azerbaïdjanais, des Kurdes iraniens (bien qu'en Irak ils soient soumis à la répression) et des Arabes du Khouzistan par le biais d'un «Front de libération de l'Arabistan» fantomatique.

Diplomatiquement, Bagdad pensait qu'après le départ du Shah la voie vers le leadership du monde musulman lui était ouverte. On plaisantait sur cette «armée de mollahs» désorganisée, et sous-équipée qui ne résisterait pas un jour devant l'avancée des forces



L'armée irakienne s'enlise en Iran.

irakiennes. Or la percée irrésistible n'a pas eu lieu. Non seulement les Irakiens ont peu progressé en Iran mais ils subissent de lourds revers dans leur espace aérien. Les Iraniens faisant figure de victimes dans ce conflit, semblent en position de force pour négocier. D'autant que si l'Irak dispose de l'appui tacite ou avoué des «pays arabes frères», il a négligé la puissance du fait national iranien. L'éclatement prévu n'a pas eu lieu et les populations arabes situées dans la zone des combats n'ont pas accueilli les Irakiens comme des libérateurs, bien au contraire. De même l'unanimité des opposants iraniens en exil n'est pas acquise : certains d'entre eux, tel Bakhtiar, pactisent avec l'Irak, mais le prince héritier Cyrus Reza n'a-t-il pas manifesté son désir de «verser son sang pour défendre l'Irak» ?

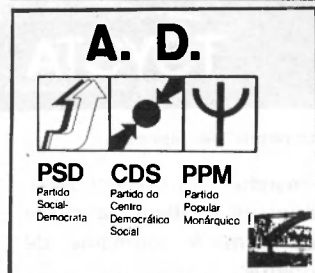
Quant à l'isolement diplomatique de Téhéran, il facilite plus qu'il ne gêne la propagande khomeyniste qui n'a cessé -sans perdre son assise populaire- de stigmatiser tous les «démons» et les «complots sataniques» dirigés

contre l'Irak par les grandes puissances.

Le seul Etat qui tire parti de cette nouvelle fissure dans la solidarité du camp musulman -déjà fortement entamée par les initiatives égyptienne et les conflits de tendances de l'OPEP, c'est Israël. L'Irak depuis quelques temps apparaissait pour Tel-Aviv comme l'ennemi numéro 1. La destruction, avec la complicité probable des Phantom israéliens, du site nucléaire de Tamuz en Irak montre à l'évidence que l'Etat hébreu ne veut pas voir remettre en cause dans la région sa suprématie et son avance en matière d'atome civil... et militaire.

L'Irak dont la «glorieuse victoire» ne trompe personne, risque gros : la désorganisation de son économie -fondée essentiellement sur le pétrole, l'enlèvement militaire en Iran et la perte de son crédit auprès des pays non-alignés dont elle voulait secrètement devenir le chef de file.

Paul VIGNERON
François MOULIN



portugal :

les monarchistes présents

Nos camarades du PPM (Parti Populaire Monarchique) viennent d'obtenir, lors des récentes élections législatives au Portugal, un siège de plus au parlement, passant ainsi de 5 à 6 élus. Le PPM, depuis la révolution des œillets, dont il fut l'un des partis-protagonistes, a choisi une voie qui lui est propre : celle de l'action électorale au sein d'une coalition de centre-droit. Toutefois il apporte à l'Alliance Démocratique sa sensibilité mo-

narchiste et écologiste dont bien des thèmes sont proches des nôtres.

Pour le PPM, et compte tenu de la situation propre au Portugal, la pratique électorale, la présence de ministres monarchistes au gouvernement Sa Carneiro, sont des gages de sérieux et d'efficacité. Que ce soit pour la réforme agraire, pour la politique énergétique ou pour l'action sociale, le PPM a démontré qu'il était capable d'élaborer des propositions concrètes adaptées au Portugal post-salazariste. Autre aspect, non négligeable : l'existence d'un «parti» au sens légal du terme permet aux monarchistes portugais de disposer de fonds alloués par l'Etat pour leur propagande.

Saluons donc ici ce renforcement du courant royaliste dans la péninsule ibérique, courant qui mène une action exemplairement démocratique et a en Europe une véritable originalité stratégique.

F.M.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Compétitivité : telle est le maître-mot de la politique économique du gouvernement. Il revient sans cesse dans le rapport sur le VIII^{ème} plan et, depuis des années, dans les discours des ministres et des patrons. Il traduit, dans les faits, la théorie libérale qui veut que, sur le marché international, ce soient les «meilleurs» qui gagnent. Les meilleurs c'est à dire les moins chers, les plus dynamiques, les plus intelligents dans le choix des secteurs et des produits sur lesquels faire porter l'effort. Belle simplicité de cette compétitivité qui serait la seule réponse possible à la crise. D'où la nécessité de sacrifier allègrement sur l'autel de la libre concurrence des entreprises non «performantes», des secteurs inintéressants, des activités désuètes. On «adapte» donc l'économie, on la «restructure». On licencie aussi. Mais patience : nous aurons des lendemains qui chantent ...

Oui, mais voilà : ce «meilleur des mondes» libéral se fait un peu trop attendre. «L'effort» est entrepris depuis longtemps, des sacrifices ne cessent d'être consentis, mais la crise s'aggrave, des secteurs s'effondrent, des entreprises ferment, le chômage augmente : de toute évidence, la compétitivité recherchée ne produit pas les effets attendus. M.M. Giscard et Barre se seraient-ils trompés ?

SECTEURS EN CRISE

En gros et en détail, le bilan économique montre clairement les échecs que nous connaissons, les ravages que nous subissons. Le déficit de notre commerce extérieur atteignait en août 4 milliards de francs, ce qui signifie que nous exportons moins de marchandises que nous en importons. Et qu'on ne nous refasse pas le coup du pétrole ! La progression en volume de nos achats pétroliers s'est ralentie. En fait, nous avons du mal à vendre à l'étranger nos produits agricoles, nos biens d'équipement ménager, nos produits chimiques, nos voitures, tandis que nous achetons de plus en plus de bien d'équipement et de produits de consommation courante à l'étranger. Situation dangereuse. Situation désastreuse, qui a des conséquences funestes sur l'activité et sur l'emploi. Quelques exemples le disent, qui sont tirés de l'actualité des deux derniers mois :

— dans le textile, la société Bousac-Saint-Frères, filiale du groupe Willot, a décidé la fermeture de huit unités de production et le licenciement de 1834 personnes. Dans les Vosges, Colroy et Linvosges connaissent de graves difficultés, de même que des entreprises du Midi (Samex) et du Nord. Au total, l'industrie cotonnière a vu le nombre de ses usines diminuer (311 en 1960, 160 en 1979), sa production tomber de 304 000

tonnes en 1960 à 200 000 tonnes en 1979, tandis que le nombre des emplois passait, dans la même période, de 54 400 à 21 000.

— Dans l'imprimerie, plusieurs entreprises viennent d'être rachetées par les Allemands ou sont en passe de l'être, tandis que les éditeurs français confient de plus en plus leur travaux d'impression aux entreprises d'Allemagne, de Belgique, d'Italie, d'Espagne, voire même de Hong-Kong et de Thaïlande.

— Dans l'horlogerie, les montres électroniques étrangères envahissent le marché français : de janvier à juin 1980, nous avons importé 3,47 millions de montres, soit 96,02% de plus qu'en 1979 à la même époque. Au total, huit millions de montres devraient être importées d'ici la fin de l'année et d'abord de Hong Kong : soit plus de la moitié de la production française.

— Dans l'automobile, l'offensive japonaise en direction des Etats-Unis et de l'Europe a pris toute son ampleur. En France, la part des Japonais n'a pas encore atteint 3% du marché, mais les ventes japonaises se sont accrues de 48,4% en un an et les industriels français s'inquiètent sérieusement, d'autant plus que leurs propres ex-

Sansui 1980:
la gamme extraordinaire.



dans la Hi-Fi : les japonais.

la compétitivité

portations sont en baisse.

— Dans la sidérurgie, la production européenne a chuté de moitié : les exportations françaises n'atteindraient en 1980 que 600 000 tonnes, contre 1 200 000 en 1979. A Bruxelles, on envisage une réduction de la production des pays de la C.E.E., mais les Allemands et les Italiens y sont hostiles : une fois de plus, on s'aperçoit de l'absence de toute solidarité concrète, et ce n'est pas une décision supranationale qui sauvera la sidérurgie de chaque pays.

L'ILLUSION LIBERALE

Tels sont les faits, et l'on pourrait en énumérer d'autres encore. Comment les interpréter ? Les secteurs considérés sont trop différents par leur taille, par leur production, par leurs structures pour que l'on puisse incriminer globalement le «manque de compétitivité». Mais surtout, pour que la compétitivité puisse être retenue comme critère, il faudrait que les conditions soient égales entre la France et ses partenaires étrangers : pour apprécier la capacité de résistance d'un secteur à la concurrence internationale, il faudrait en effet que le marché international obéisse aux règles du libéralisme, que rien ne vienne les troubler, et que chaque pays décide de les respecter. Or, tel n'est pas le cas :

— le facteur monétaire - plus exactement le désordre monétaire - trouble les relations économiques et perturbe gravement la prétendue «égalité des chances» : les Japonais profitent de la sous-évaluation du Yen, les Américains ont toujours su tirer parti des fluctuations du cours du dollar.

— mais surtout, les règles de l'économie libérale ne sont pas appliquées. D'une part, certains marchés - l'Américain, le Japonais - sont très protégés. D'autre part, certains pays n'hésitent pas à pratiquer une politique de dumping (vente à bas prix pour casser la concurrence) tandis que les accords commerciaux internationaux ne sont pas respectés : on

sait que les petits producteurs italiens d'acier - les bresciani - pratiquent un dumping qui est en contradiction avec les règles de la C.E.E. Dans le même domaine, les Américains viennent de rétablir un prix minimum d'importation pour l'acier, afin de se protéger contre la concurrence des pays européens.

Pour le textile, le marché américain est protégé par des droits de douane dont le taux se situe entre 23 et 26%, alors que le taux de droits d'entrée dans la C.E.E. est de 15%. Il ne faut donc pas s'étonner quand les importations américaines en France passent de 3 000 tonnes en 1977 à 10 000 tonnes en 1979.

Pour l'automobile, les Japonais se sont arrangés pour n'importer chez eux qu'une voiture quand ils en vendent 100 à l'étranger. Là encore, ce n'est pas une question de compétitivité, mais de protec-



dans l'automobile : les japonais.

tion de marché national. Les Japonais pratiquent d'ailleurs la même politique dans le domaine de l'électronique.

Outre cette politique de protection de certaines économies nationales, il faut évidemment ajouter les pratiques des firmes multinationales qui investissent là où les conditions de la production (terrain, salaires, charges sociales) sont les plus favorables. De ce fait, elles peuvent inonder les marchés européens à des prix défiant - c'est le cas de le dire - toute concurrence.

Cet examen rapide de la situation permet de tirer un certain nombre de conclusions :

1/ Nous ne nous trouvons pas sur un marché où la concurrence serait pure et parfaite, mais face à des politiques de protections, face à des pratiques de dumping, face à la stratégie des multinationales,

illusoire

qui faussent les unes et les autres les conditions idéales de la concurrence. De ce fait, la compétitivité est un leurre, puisque les chances ne sont pas et ne peuvent pas être égales entre concurrents.

2/ Nous ne nous trouvons pas sur un marché où producteurs et consommateurs se rencontreraient librement, où les seuls critères de réussite seraient techniques (plus ou moins grande qualité des produits) et économiques («vrais» prix, réseaux commerciaux, etc.) On ne peut pas faire abstraction des réalités nationales et impériales, qui sont déterminantes. D'où le phénomène de colonisation économique que la France subit depuis de nombreuses années, dont elle ne se libérera pas par des moyens strictement techniques et économiques.

3/ La guerre économique n'oppose pas des continents ou des ensembles économiques supranationaux, mais des nations soucieuses de défendre leurs propres intérêts. Dès lors, il est vain d'attendre un secours de la Communauté économique européenne, même si l'Europe est dans son ensemble confrontée à l'offensive des fabricants japonais d'automobile ou aux barrières douanières américaines. C'est chaque pays européen qui doit définir sa propre politique en fonction de ses ambitions, de ses moyens, et aussi de la concurrence sauvage ou déloyale de ses voisins européens.

LES ERREURS DE GISCARD

D'où le caractère aberrant de la «doctrine» économique giscardienne :

— **libérale-avancée**, elle nie la concurrence sauvage, elle refuse de constater l'absence de solidarité européenne, elle lance sans préparation l'économie française à l'assaut de forteresses très bien défendues sans s'apercevoir que l'adversaire est déjà dans notre camp et y occupe des positions-clés : il ne faut tout de même pas oublier que la part de l'économie française sous contrôle étranger est passée de 4% en 1950 à 10% en 1962 pour atteindre 25% aujourd'hui. Vingt cinq pour cent dans les

quels les Etats-Unis se taillent la part du lion.

— **mondialiste**, la doctrine giscardienne confond l'universalisation prétendue des modes de production, de consommation, de vie et de pensée et leur américanisation. Loin de participer au développement du «monde occidental», nous subissons de plus en plus l'emprise de nations qui fondent leur puissance sur une base nationale, fortement protégée, et non sur l'application des règles illusoires du libéralisme économique. C'est parce que le Japon a développé une industrie nationale de l'électronique et de l'automobile qu'il peut maintenant conquérir des marchés extérieurs. C'est parce que les Etats-Unis ont protégé leur économie, et parce qu'une politique impérialiste a appuyé son développement, que les Etats-Unis peuvent nous imposer leurs techniques (pensons à l'informatique), leurs productions et leur culture.

La France, quant à elle, peu et mal protégée, insérée dans une Communauté européenne qui est une «passoire» pour les produits du reste du monde, victime d'une inflation que son gouvernement ne sait pas juguler et qui vient renchérir le coût de ses produits sur les marchés étrangers, subit le nouvel ordre économique mondial et une division internationale du travail qui est en train de la transformer en nation colonisée, de compromettre son développement et de menacer gravement son existence même. Démembrement industriel et chômage sont la rançon de cette politique absurde, conçue en fonction de doctrine désuètes.

QUE FAIRE ?

Puisque la compétitivité est un leurre, puisque le libéralisme économique est un mensonge qui détruit notre liberté et interdit la justice, que faire pour résister, que faire pour exister ?

Il est possible d'imiter les méthodes des autres, ce que les groupes industriels français tentent de faire en créant à leur tour des firmes multinationales. Le patronat peut espérer ainsi gagner de l'argent. Mais cette stratégie ne permettra pas à la France de sortir de ses difficultés : d'abord parce qu'une multinationale n'est efficace que si elle s'est préalablement protégée. Ensuite parce que la création d'usines à l'étranger se traduit par des pertes d'emplois en France : le fait que Rhône-Poulenc fabrique en Amérique latine,

Willot en Afrique, Velcorex en Grèce, Prouvost en Tunisie, n'est pas pour rien dans la crise du secteur textile. Enfin les sociétés multinationales échappent à l'autorité de l'Etat, à moins qu'elles ne soient nationalisées comme Renault.

Il est possible de prendre, au coup par coup, quelques mesures protectionnistes. C'est ce que fait hypocritement le gouvernement français dans le secteur textile (création d'un visa technique sur le velours importé), et dans l'automobile (accords tacites de contingentements avec les Japonais). Mais souvent ces décisions

en même temps que l'emploi des Français ?

Cette politique ne doit bien sûr pas avoir de visée autarciques : il est impossible et il serait néfaste qu'une nation comme la France tente de vivre exclusivement par elle-même, sans échanges avec le monde extérieur. Il s'agit simplement de défendre, pendant une période limitée, certaines activités afin qu'elles se transforment et qu'elles puissent bénéficier largement et librement du marché national. Ce n'est qu'après cette phase de préparation et de renforcement qu'elles pourront se lancer à la conquête des marchés exté-

C. G. T. COMITÉ INTERSYNDICAL DU UVAC PARISIEN F. S. M.
RAPATRIEMENT DES TRAVAUX FRANÇAIS
IMPRIMÉS A L'ÉTRANGER



une campagne de la c.g.t. : sur le thème "produisons français.

viennent trop tard, alors que le secteur est déjà en crise, et elles risquent d'être prises sous la pression de groupes industriels qui songent à défendre leurs seuls intérêts : dès lors l'intérêt de la communauté nationale risque d'être perdu de vue.

C'est pourquoi, renonçant aux demi-mesures et à l'illusion mondialiste et libérale, la France doit concevoir une politique de protection temporaire et limitée des secteurs menacés ou en crise, en fonction d'un projet industriel cohérent et non des désirs de tel ou tel groupe de pression. Pourquoi, en effet, devrait-on sacrifier des activités économiques essentielles

rieurs. Telle est d'ailleurs, nous l'avons vu, la stratégie des grandes puissances industrielles. Mais cette politique n'a de chance de réussir que si le gouvernement est capable de définir un projet industriel pour la nation. Enfin, ce projet ne saurait être réalisé sans que soit fait obstacle à l'impérialisme américain et, en particulier, à la stratégie des multinationales. Les intérêts de la caste giscardienne et ses liens étroits avec le capitalisme financier international interdisent de confier cette tâche au pouvoir actuellement en place.

Etude réalisée par la
Cellule Economie de la N.A.R.

**les
portes
sont
restées
closes ...**

Pour la seconde fois en un an dans l'Académie de Nantes une maîtresse auxiliaire s'est donné la mort. Elle n'avait pas pu supporter les conditions de travail qui lui étaient imposées, elle était trop fragile et le Rectorat n'y avait pas pensé, lui donnant une affectation éloignée de ses attaches nantaises en la nommant à La Flèche. A elle, qui avait eu quelques problèmes l'an dernier à Segré, on a confié la responsabilité d'une classe d'examen, on lui a donné à enseigner une matière pour laquelle elle n'était pas formée. Elle n'a pas pu faire face.

En 1962, la famille de cette militante communiste avait déjà été éprouvée par le décès brutal de sa sœur au métro Charonne.

Martine G... a été inhumée à Nantes le jeudi 25 septembre. Elle était morte depuis huit jours, et n'avait donc survécu qu'une semaine à cette rentrée scolaire.

Après les obsèques, les personnels enseignants présents, environ deux cent personnes, parmi lesquelles un représentant syndical venu de Paris se sont rendues silencieusement au Rectorat pour mettre l'accent sur les conditions lamentables auxquelles doivent faire face la plupart des auxiliaires et demander que l'on trouve une solution à leurs problèmes. Le Recteur n'a pas jugé bon de les recevoir, leur fermant littéralement les grilles du rectorat au nez. Cette délégation s'est ensuite rendue à la Préfecture pour être reçue par un représentant des Pouvoirs publics et attirer leur attention sur ces problèmes et leurs conséquences tragiques. Là encore, grilles fermées : pas de chef de cabinet, ni même un huissier à qui l'on remet sa carte, mais un policier des renseignements généraux, affirmant n'être qu'une courroie de transmission (sic !). Voilà les interlocuteurs que le pouvoir oppose à ces fonctionnaires. Voilà le dialogue dont se gargarise le pouvoir !

M.F.B. (Nantes)



la vie en bleu

Les ouvriers ne portent plus la casquette et le foulard rouge ni la musette en bandoulière comme sur les photos jaunies du Front populaire. Ils ne croient plus guère au Grand Soir. Ils s'habillent comme vous et moi, envoient leurs gosses au C.E.S., habitent en H.L.M. Disparue la classe ouvrière ? Jacques Frémontier, auteur en 1971 de « La forteresse ouvrière : Renault » est reparti à sa découverte. En une passionnante enquête (trois années de travail, 133 interviews) il nous livre dans « La vie en bleu » (1) les fruits de son voyage en culture ouvrière.

Pénétrons à la suite de Frémontier dans un intérieur ouvrier type. La femme à la cuisine, le martinet à l'espagnolette, une bouteille d'eau de Lourdes dans le placard, quelques magazines « Nous Deux », « Intimité », « Point de Vue Images du Monde » éparpillés sur une table en formica et pour compléter le tableau « L'Humain » « le journal-qui-dit-la-vérité » pour unique horizon politique, constituent les éléments symboliques les plus communs, les plus révélateurs du grand enfermement de la classe ouvrière.

En effet castré par le manque d'argent, frustré par le manque de temps, l'ouvrier se bâtit une carapace, un système de protection contre le désir et le temps. Travail, Famille, Patrie, la vieille rengaine pétainiste affleure dans la quasi totalité des interventions des couples ouvriers rencontrés. Apprendre, obéir, économiser, se contrôler, il n'y a apparemment pas de gens plus moraux que les ouvriers. Par nature ou par nécessité ? Ne serait-ce pas un discours d'auto-consolation suggère Frémontier ? « La force du désir et la force plus grande encore de la répression du désir produisent un discours et des conduites de sublimation qui me paraissent consti-

tuer le fondement même de la culture ouvrière ».

La culture ouvrière pourrait se résumer en un éloge de la résignation ou de la fuite. Eloge de la résignation : « C'est comme ça », « Il faut », « Ça a toujours été comme ça et on n'y changera rien » sont les expressions qui reviennent le plus souvent. Fuite dans l'imaginaire : les guérisseurs, l'horoscope, la chance, avec comme philosophie l'idée que le monde est régi par un destin implacable, créent un auto-enfermement sans fissure, une culture ouvrière qui ne veut pas mourir, car là réside leur honneur, leur fierté.

A quoi reconnaît-on alors en définitive un bourgeois d'un ouvrier ? A sa façon de vivre, de s'habiller ? L'enquête de Frémontier démontre qu'il n'en est rien. Le bourgeois est, en fait, celui qui cherche quotidiennement à se persuader qu'il ne l'est pas, alors que l'ouvrier, même s'il désire à l'inverse du bourgeois, échapper à sa « condition » sera fier de se dire ouvrier.

Hubert BOCQUILLON

(1) Jean Frémontier - La vie en bleu
Ed. Fayard - Prix franco 68 F.

**un
nouvel
"élément" sur
gilbert comte...**

Nos lecteurs se souviendront peut-être qu'en mai dernier, nous avons publié (1) une lettre de Gilbert Comte protestant contre « l'identification arbitraire et mal-intentionnée » que nous avions faite entre lui-même et Alain de Benoist. Dans un numéro précédent du journal (2), en effet, nous nous étions interrogés sur la « connivence » qui existait entre Gilbert Comte et l'équipe de GRECE-Nouvelle Ecole. Cette lettre était accompagnée d'un texte que M. Gilbert Comte nous som-
maient de publier, ce que nous ne fîmes point, sa longueur excessive et son contenu n'étant pas conformes à la loi sur le droit de réponse.

M. Gilbert Comte avait donc son long texte sur les bras. Il le publie aujourd'hui dans ... Eléments, le bulletin officiel du GRECE. Si nous n'étions pas certains de la connivence, nous voici fixés. A vouloir trop prouver ...

Y. AUMONT.

(1) Royaliste 307
(2) Royaliste 314

service librairie

**MAURICE CLAVEL
ET NOUS**

SUPPLÉMENT AU BIEN-ÊTRE ROYALISTE N° 310 - PRIX 6 F



PRIX 6 Francs FRANCO

Comment aborder la Révolution de 1789 ? Autant vouloir s'attaquer à un mythe ou plutôt à plusieurs mythes contradictoires. Il y a la révolution de nos anciens livres d'histoire à l'école communale : l'insurrection d'un peuple esclave depuis la nuit des temps ressemble à une épopée sans tache où le tambour Bara symbolise tout uniment un idéalisme populiste. Manceron aujourd'hui poursuit dans la même veine. Il y a, à l'inverse, la Révolution selon Joseph de Maistre, phénomène satanique, rupture avec l'ordre traditionnel et divin. Dans l'entre-deux l'école libérale avec Tocqueville insistera sur les continuités par delà les discontinuités trop apparentes. J'avoue pour ma part ne pas parvenir à faire mon choix. Certes au fond de mon cœur, il y a l'épopée vendéenne, l'insurrection vraiment populaire, la seule véritable, en faveur de Dieu et du roi. Robespierre, Danton, Marat et les autres me seront toujours odieux à côté des figures lumineuses d'un Charette, d'un La Rochejaquelein, d'un Georges Cadoudal. Et puis André Glucksmann et Laurent Dispot nous ont trop montré ces dernières années la perversité profonde d'une certaine idée révolutionnaire, sa solidarité complète avec le régime de la terreur pour que l'on rejette sans plus d'examen la thèse «réactionnaire» et qu'on dédaigne sa lumière métaphysique.

Il y a une mécanique de l'absurde et du crime dans ce mouvement incapable de se donner une forme et qui après avoir basculé dans le sang s'en remet à la dictature militaire. L'école de la troisième république a soigneusement caché à des générations entières le génocide accompli dans les régions de l'Ouest, ces centaines d'Oradour perpétrés par les colonnes infernales et dont sont responsables des hommes comme Hoche honorés encore aujourd'hui en héros de la République. Et pourtant le mot du comte de Chambord sur le grand mouvement de 89 qu'une monarchie moderne se devrait de reprendre pour le conduire à son terme m'a toujours frappé. Bernanos lui a donné un magnifique développement dans «la France contre les Robots» en montrant comment le peuple d'ancienne France avait un goût inné pour la liberté que les institutions d'ancien régime étaient plus encore que celles de la France bureaucratique, favorables aux franchises concrètes. Seul, selon Bernanos, ce peuple là pouvait se vouer à l'insurrection de la liberté. 89 ? Certes, mais 93 ? Pour l'auteur de la *France contre les Robots*, c'était l'antithèse totalitaire de 89, sa négation absolue. En quoi d'ailleurs, il était en désaccord avec Péguy pour qui la Convention avec sa levée en masse était une des pages les plus glorieuses de notre histoire, avec des hommes de volonté, plus rois que Louis XVI, abdicateur de sa royauté.

Péguy ne sous-estimait-il pas la rage révolutionnaire, celle que sa mort héroïque ne lui permit pas de voir resurgir dans la révolution bolchevique de 1917 et son implacable logique du Goulag ? La tradition contre-révolutionnaire a toujours sousestimé à l'inverse les aspects légitimes de 89 pour vouer une méfiance sans mélange à une Liberté majuscule conque comme le principe de l'anarchie universelle. De là certains glissements encore observables aujourd'hui à droite avec une indulgence

la révolution française, encore

systématique pour la dictature, militaire de préférence.

Le bien fondé des continuités affirmées par l'école libérale est largement attesté par les derniers travaux historiques. Les enfants qui apprenaient l'histoire il y a encore vingt ans sur les bancs de la communale avaient l'impression que la Révolution française était un commencement, une rupture totale d'avec un monde archaïque et qu'ainsi la modernité allait enfin commencer avec la fin d'institutions féodales enserrant le pays dans une tyrannie obscurantiste. Il y a longtemps qu'il a été démontré qu'en 1789 la féodalité n'existait plus qu'à l'état de souvenir avec quelques rares survivances. Mais surtout on redécouvre de mieux en mieux ce qu'était la France d'alors.

François Bluche, professeur d'histoire à l'université de Nanterre, vient de publier un ouvrage sur «la vie quotidienne au temps de Louis XVI» qui remet les idées en place, grâce à une documentation de premier ordre et l'éclairage des travaux les plus récents. Il apparaît dans ce livre que le règne de Louis XVI aurait pu être un des plus grands de notre histoire et qu'il a manqué au monarque quelques unes des vertus de ses ancêtres pour accomplir lui-même la révolution décisive qui aurait fait faire au pays l'économie de beaucoup de désastres, de millions de morts et d'une rupture de légitimité qui n'a jamais vraiment été compensée.

La France de la fin du XVIII^e siècle est le premier pays du monde par sa richesse. Si l'Angleterre nous précède dans le domaine industriel, nous la talonnons de peu. Il faudrait d'ailleurs à ce sujet étudier de très près la nature de notre développement industriel sans doute assez différent de l'Angleterre mais peut-être plus humain. Encore un point où la thèse du *Mal français* d'Alain Peyrefitte devrait être sérieusement critiquée. Le royaume de Louis XVI est le pays des lumières au sens où il est couvert d'académies qui rivalisent dans la recherche scientifique. L'application technique est rapide et favorisée par le roi : «*La France surpasse toutes les nations, y compris l'Angleterre pour la mécanique classique, les sciences naturelles et la chimie. Elle serre de près sa rivale en astronomie et en mathématiques. Elle n'est vraiment dépassée par la science britannique dans quelques disciplines secondaires comme l'arithmétique politique où pourtant un Condorcet se place honorablement.*»

Certes les dénigrements ne manquent pas chez les beaux esprits prompts à considérer que tout se passe mieux ailleurs. Mais il est plaisant de constater que ceux qui admirent tant les despotes éclairés de l'Europe, ne font que révéler une forme de gouvernement copiée sur celle du roi soleil. Frédéric II de Prusse ne

fait rien qu'imiter Louis XIV qu'il a pris pour modèle. Il arrive qu'un homme de jugement fasse pourtant des remarques de bon sens, tel un abbé de Veri qui écrit : «*Dans les histoires connues, je ne trouve aucune république un peu étendue qui me paraisse préférable à notre monarchie modérée. Je vois dans les républiques grecque, romaine, italienne, anciennes et modernes, plus de sources de despotisme et d'injustice envers le grand nombre des individus que dans les monarchies modérées.*»

Que manquait-il à ce bon Louis XVI ? Sûrement pas l'amour de son peuple. Peu de rois furent aussi sensibles que lui au bonheur des Français. Malheureusement le poids de ses responsabilités lui pèse sur les épaules, le doute le tarau-de sans cesse, il ne peut se décider. Il y a là une situation tragique qui n'a pas échappé à Albert Camus s'indignant dans *L'Homme révolté* du meurtre de cet homme bon. Il est sûr qu'une dynastie dont le règne durait depuis 987 a plié à ce moment capital de l'histoire où un Henri IV, un Louis XIV et un Louis XV n'auraient pas bronché. Les problèmes de 1789 nous confiaient un jour un grand historien auraient à peine désennuyé Henri IV. La faiblesse de Louis XVI ne prouve rien contre la monarchie, sinon son caractère humain et faillible. La seule question intéressante est de savoir si nous avons à nous féliciter que l'indécision d'un homme ait entraîné la fin de la monarchie en France.

Les gens sérieux savent que les réformes les plus judicieuses de la révolution sont sorties des cartons de la monarchie, et que les différents régimes qui se sont succédé après 1789 n'ont fait qu'utiliser et épuiser la puissance de la France d'ancien régime. Il n'est pas jusqu'à l'instrument militaire qui permit à la Convention et à l'Empire de remporter leurs victoires qui n'ait été créé par la monarchie. Surtout la supériorité sur le champ de bataille a souvent tenu à la force du nombre, elle-même conséquence de la démographie française. C'est cette démographie qui verra sa tendance s'inverser du fait des guerres révolutionnaires et napoléoniennes. C'était le début des guerres d'enfer, inexpiables puisqu'idéologiques.

Il est vrai que Louis XVI eut affaire par rapport à ses prédécesseurs à un phénomène sinon radicalement nouveau par lui-même, du moins inédit pas son amplitude : ce qu'on appelle l'opinion publique. Il faudrait mieux dire la manipulation de l'opinion publique. A la suite d'Augustin Cochin et de François Furet, François Bluche montre comment une opinion se façonne : «*Lorsque tout le travail est accompli, région par région, les particularismes locaux ont cédé le pas à ce nouveau centralisme plus rigide que le nouveau gouvernement royal au temps de Louis XIV- que l'on baptise pudiquement idée nationale ou patriotisme.*» Le commerce des idées, leur libre circulation n'est pas si innocente que l'on dit, pas plus que ces idées elles-mêmes ne sont innocentes. Le totalitarisme du XX^e siècle s'annonce, celui des idéologies et des religions séculières.

Gérard LECLERC

François Bluche -*La vie quotidienne au temps de Louis XVI*- Hachette littérature. Prix franco 56 F.



après Olduvaï et la leçon d'anatomie...

les deux vladimir



Vladimir Soloukhine.

le regard de l'autre

Volkoff continue donc allègrement de publier son chef-d'œuvre, la tétralogie *Les Humeurs de la Mer*, dont voici le tome III : *Intersection*. On y retrouve toutes les qualités de Volkoff, dont les plus essentielles sont un style, une immense culture et un incontestable talent de conter.

Prose à la fois symbolique et ésotérique *Les Humeurs de la Mer* est un cycle où l'on retrouve quelques grands mythes comme celui de Caïn et Abel. Mythe qui d'ailleurs dans *Intersection* sera l'objet d'une interrogation de François Beaujeux après avoir lu l'extrait du cahier d'un des personnages du livre nommé Borniol, qui est l'histoire d'hommes et de femmes préadamiques. La question de François Beaujeux engendrée par cette lecture sera la suivante : « Qui était la mère des enfants de Caïn ? ». Il y a dans *Intersection* comme dans les deux précédents tomes des interrogations, puissamment symboliques, il est vrai sur cette légende dont le thème tient au cœur de Vladimir Volkoff. Il en a d'ailleurs plus particulièrement et d'une façon tout-à-fait remarquable développé le thème dans *Olduvaï*. Mais néanmoins le nœud du récit d'*Intersection* n'est pas là.

Le roman est construit autour de la première rencontre du colonel François Beaujeux avec Solange Bernard. Mais Solange Bernard qui est en fait Solange Svetlana, la fille du Boris Bernard qui fut auprès de Staline le maître d'œuvre de la littérature au service du régime, en un mot le garde-chiourme des intellectuels soviétiques. Beaujeux pour en savoir plus a été chargé de mener une enquête et d'interroger Solange Bernard (Svetlana). De là, l'intersection des

deux personnages. Leurs destins brusquement, s'enchangent et l'on revoit soudainement leur passé défiler devant nous, la vieille lanterne magique fait machine arrière. Tout cela est ponctué par les dialogues, les confidences de deux anges, Petit Michel et Grand Michel, qui sont les protecteurs de François et Solange. Et ce sont eux qui dans leurs conversations échangent des réflexions sur ces deux personnages afin de les mieux connaître mutuellement. Chacun parle de son protégé. Il y a là une sorte de psychanalyse. On trouve à travers la réunion de ces deux protagonistes à la fois mémoires et souvenirs s'infiltrant les uns dans les autres.

Et c'est là que Volkoff développe magistralement son art, sa poésie et sa truculence. Il fait preuve dans ce grand dialogue qui est enraciné d'un bout à l'autre du récit de tout son talent, et nous sommes comme engouffrés non pas dans « la Fosse de Babel » de Raymond Abellio, bien qu'il puisse y avoir entre ces deux œuvres une parenté, la symbolique abîme kafkaïenne, mais dans une mer de glace. Le romancier Volkoff dans la tradition des plus grands est présent.

Pierre-Guillaume de ROUX

Vladimir Volkoff - *Intersection* - Ed Julliard/L'Age d'Homme. Prix franco 68 F

■ Ecrivain en promenade dans les villes aimées, Vladimir Soloukhine. Ou Cendrars encore devant les «gâteaux croustilles d'or», lorsqu'il écrivit les *Lettres du Musée Russe*. Pour un retour au slavophilisme, une recherche de son pays, un amour de son pays qui s'accomplisse sans passer les frontières.

De l'U.R.S.S., Soloukhine ne dit pas le pire, ne dit rien d'autre que ce que chacun peut voir ou entendre, mais il comprend ce qui se passe, se souvient de ce qui a été détruit, de ce qui a été perdu. Quelles places étaient autrefois le socle d'une église, comment les familles vécurent la dékoulakisation, ou comment se conduit un écrivain, c'est ce que raconte *La Première Mission* et les récits qui la suivent. Soloukhine n'est pas un dissident au sens où nous l'entendons habituellement, mais il l'est profondément car il «pense autrement». Sa critique de l'état de l'U.R.S.S. est bien antérieure à l'intérêt que nous portons, en France, aux dissidents : d'où le peu d'attention qu'on manifesta aux *Lettres du Musée Russe* en 1967. «Florence n'a pas été rebaptisée Dantegrad» : c'est ainsi que Soloukhine se plaignait des débaptisations. Il faut lire les *Lettres du Musée Russe* avant *La Première Mission*, c'est un livre sensible et attentif.

Une très grande pudeur dans le style, une rareté qui lui permet de toujours s'étonner et de rappeler qu'en 1961, aucun journal ne consacra une ligne au centenaire de l'abolition du servage. Vladimir Soloukhine, écrivain officiel et membre du parti, est monarchiste et orthodoxe, et porte le prénom du saint qui christianisa la Russie.

Laurence-Alexandra VARAUT

Vladimir Soloukhine - *La Première Mission* - La Table Ronde. Prix franco 64 F

Lettre du Musée Russe - La Table Ronde (1967). Prix franco 25 F.

C'est par ce film du réalisateur argentin Francesco Solanas que s'est ouvert le Congrès mondial des handicapés au Conservatoire National des Arts et Métiers, à l'initiative du Professeur Avon du Laboratoire Brigitte Frybourg. L'auteur du film, Monique Saladin, a interrogé une vingtaine d'handicapés, la plupart handicapés moteur, mais aussi certains handicapés mentaux. Ils nous ont raconté comment ils avaient dû affronter la vie sociale avec leur handicap physique, certains après un accident de voiture ou de ski. Pendant une dizaine de minutes, chacun parle de ses problèmes devant la caméra et nous explique comment il a réussi à s'insérer dans la société, comment il a pu se prendre en charge, travailler, se marier parfois. Leurs témoignages sont encourageants; nous avons trouvé ce film «résolument optimiste». L'un d'entre eux disait que dans une société où un Français sur cinquante est atteint d'un handicap, il fallait que dans la rue, à l'école, au spectacle, dans son immeuble, on rencontre des handicapés. Pour eux, la vie sociale est nécessaire et si la communication s'établit, les problèmes qu'ils rencontrent s'en trouvent facilités. Alors, on a en face de soi, un adulte comme les autres qui vous parle de son travail, de sa famille... En revanche, ils dénoncent la fausse pitié, les quêtes organisées dans la rue... Il faut absolument voir ce film. Même si tous les problèmes n'ont pu être traités, c'est un échange avec cet autre si peu différent de nous, mais pour qui importe que bienveillant devienne «le regard des autres»...

M.F.B.

**mais,
je suis
adhérent !**

Le courrier que nous recevons montre que de nombreux lecteurs - en particulier ceux qui sont isolés - confondent souvent abonnement au journal et adhésion à la Nouvelle Action Royaliste : « *mais voyons, je suis adhérent ! D'ailleurs je reçois le journal régulièrement* ». Il nous a donc paru nécessaire de préciser à nouveau ce qu'est l'adhésion.

Matériellement, adhérer consiste à approuver puis signer un formulaire de *déclaration fondamentale*, sorte de charte où sont réunis et résumés les principes politiques minima indispensables à l'accord avec notre mouvement.

Pourquoi adhérer ? Au moins pour trois raisons :

- l'adhésion formalise un accord intellectuel : elle nous permet de mesurer notre force et de mieux connaître ceux à qui nous pouvons faire confiance.
- l'adhésion est une offre de service : elle suppose une disposition d'esprit et de cœur à donner de son temps comme à faire profiter de ses compétences, bien évidemment dans la mesure de ses possibilités.
- l'adhésion assure l'auto-financement du mouvement grâce aux cotisations régulières : elle est le garant de notre indépendance et de notre fonctionnement correct.

Le désir d'adhérer au mouvement est matérialisé par une *demande d'adhésion* à remplir et signer en même temps qu'est versée la première cotisation mensuelle.

Le montant de celle-ci est fixée à 2% du revenu avec un minimum de 10 F par mois et peut être versé soit au trésorier de la section locale, soit directement au siège, soit encore par un ordre de virement automatique.

Les *demandes d'adhésion* et les formulaires de virement automatique sont à votre disposition. Il suffit de nous écrire.

arsenal 81

Les réponses à notre opération ARSENAL 81 commencent à arriver et nous remercions tous ceux qui ont tenu à répondre, sans attendre, à notre appel. Rappelons l'objectif : réunir avant Noël une somme de 50.000 F afin de constituer notre « Trésor de Guerre » pour les élections présidentielles. Vous pouvez soit nous envoyer directement votre souscription (à l'ordre de Royaliste CCP 18 104 06 N Paris) soit prendre l'engagement de nous verser chaque mois (par virement automatique au compte ARSENAL CCP La Source 30 737 24 V) votre contribution.

1^o liste

Reynier : 25 - Dumont : 35 - David Wiart : 20 - Cardine : 15 - Bonnier : 100 - Vigier : 300 - Mer-moux : 30 - Saint Aubin : 30 - Sarrazin : 15 - Joannelle : 25 - Lazini-er : 300 - Ano. (Oise) : 125 - Daudin : 30 - Arvis : 25 - Pinsson : 55 - Cte Armand : 55 - Dr Hervouet : 150 - Godan : 60 - Aimard :

40 - P.J. : 19 - Humeau : 15 - Malaterre : 31 - Ano. (Yvelines) : 55 - Ano. (Yvelines) : 30 - Gerlotto : 300 - Ano. (Manche) : 25 - Hugue-nin : 50 - Ebstein : 50 - Brocherie : 100 - Ano. (Somme) : 80 - Cloup : 50 - Thieblemont : 50 - Ano. (Alsace) : 15 - Ano. (17e) : 100 - Ano. (18e) : 100 - Raviez : 100 - Buffet : 105 - Hedelin : 35 - Denis : 27 - P.M. : 250 - Ozenne : 24 - Fournier : 205 - Vi Nhu Bâ : 15 - de Prunelé : 1000 - Fleurot : 35 - Barbe : 60 - Bidan : 150 - Bentzmann : 120 - Auboyneau : 150 - Chantreault : 90 - Dossus : 150 - Hadjadj : 40 - Joubert : 150 - Lacour : 60 - de Preux : 100 - Vi-meux : 80 - Kayser : 100 - Bosc : 100 - Hirschler : 100 - Sick : 100 - Verdonc : 400 - Fincato : 120 - Tissier : 200 - Ano. (Pérpignan) : 55 - un ami du Caire : 500 - R. Louis : 70 - M. Henra : 55 - R. Pinel : 100 - J.J. Boisserolle : 100 - Dubuisson : 25 - Gontier : 45 - Chinetti : 300 - de Trémeuge : 206 - A. Lazinier : 500 - Le Louarn 10 - Ano. (Rennes) : 50 - Ami de Haute Loire : 45 - Y. Denis : 100 - L. Bentzmann : 100.

Total de cette liste : 8832 F

■ **MANCHE** - Réunion avec Bertrand **RENOUVIN** sur le thème : « Des royalistes aujourd'hui qui sont-ils ? » le samedi 18 octobre à 21 h dans une salle de la mairie de Saint-Lô.

■ **PAYS DE LOIRE** - Session régionale, avec la participation de Bertrand Renouvin, sur le « Projet royaliste » les 25 et 26 octobre à Angers, 4 rue Paul Bert (2^{ème} étage).

■ **ANGERS** - Permanences les mercredi et jeudi entre 12 h et 14 h et le vendredi à partir de 20 h 30 au local 4, rue Paul Bert

- 2^e étage. En dehors de ces heures, vous pouvez prendre contact en téléphonant entre 19 h 30 et 21 h à Xavier Perrodeau (66.93.33) ou à Nicolas Lucas (48.76.42) ou en écrivant à N.A.R. Boîte postale 253 - 49002 Angers Cedex.

■ **TOURS** - Prise de contact en écrivant à Laurent Goulard, B.P. 2833, 37028 Tours Cedex.

■ **LE MANS** - Prise de contact en écrivant à Hervé Brocherie, 60, rue Victor Hugo 72000 Le Mans.

■ FÉDÉRATION DE PARIS

Prenez contact avec nos militants en région parisienne, le dimanche matin sur les points de vente, où lors des réunions de quartier.

Paris-Nord (XVII^e-XVIII^e) :

Réunion de rentrée, le lundi 20 octobre à 20 h 45 - Ventes à la criée du dimanche matin : rue de Lévis de 10 h 30 à 12 h et rue Duhême (angle rue Ordener) de 11 h à 12 h 30.

Paris Sud-Ouest (XV^e-VII^e)

Réunion de rentrée le jeudi 6 novembre à 20 h 15. Vente à la criée du dimanche matin : marché du Bd de Grenelle (angle rue du Soudan) de 10 h 30 à 12 h.

Paris Nord-Est (XI^e-XII^e et XIX^e-XX^e) : ventes à la criée du dimanche matin sur la place d'Aligre de 11 h à 12 h 30 et place des Fêtes de 10 h à 11 h 30. La réunion de rentrée aura lieu au début du mois prochain.

■ Mercredis de la N.A.R.

Tous les mercredis, conférence-débat à 20 h dans les locaux du journal.

Mercredi 15 octobre : conférence de Jean-Luc MARION, agrégé de philosophie et écrivain, sur le thème : « Quel avenir pour les intellectuels ? »

Mercredi 22 octobre : conférence suivie d'un débat sur le thème « La Pologne aujourd'hui » animée par Yves **LE GUEREC**.

Mercredi 29 octobre : Magazine Vidéo réalisé par l'équipe audiovisuelle de la N.A.R.

Les lecteurs de Royaliste et les sympathisants sont tout particulièrement conviés à ces réunions qui leur permettront de prendre contact avec les principaux rédacteurs du journal et les animateurs de nos activités dans la région parisienne. Vers 22 heures, à l'issue de la conférence, un repas froid est servi qui permet de poursuivre autour d'un pot les conversations amorcées (participation aux frais du repas : 10 F).

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (55 F), un an (95 F), de soutien (200 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

EDITORIAL

L'horreur vraie est indiscible. Je n'égrènerai donc pas les mots qui exprimeraient trop et trop mal ce que nous avons ressenti après l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic. Horreur, et stupeur. Car, jusqu'à ce vendredi 2 octobre, les Français pouvaient raisonnablement penser qu'ils seraient épargnés par ce terrorisme-là. Il y avait eu, bien sûr, les attentats de Bologne et de Munich. Mais le fascisme n'a cessé de sévir en Italie, et l'Allemagne n'a sans doute pas exorcisé ses démons. La France, par comparaison, semblait être un havre de paix, la «démocratie paisible» souhaitée par son Président.

Apparence trompeuse : des centaines d'attentats y ont lieu chaque année, des militants politiques y sont assassinés. Mais dans la plus grande indifférence : pour avoir subi plusieurs attentats qui auraient pu tuer nous en savons quelque chose. Oui, la violence circule depuis longtemps dans la société française, une violence quotidienne, banale, parfois même utile pour faire peur et pour ramasser quelques électeurs. Maintenant nous avons vraiment peur. Parce que des passants ont été tués, parce que des centaines de personnes auraient pu l'être si la bombe avait explosé un peu plus tard. Et nous avons d'autant plus peur que nous ne savons pas qui sont les criminels, ni où les rechercher. Alors, pour conjurer cette violence, chacun se met à désigner des boucs émissaires selon ses convictions, ses obsessions, ses phantasmes. S'agit-il d'un groupuscule nazi notoirement connu ? On a du mal à imaginer que les disciples de M. Frederiksen poussent leur délire antisémite jusqu'à la revendication d'un crime commis. On devine que cette poignée d'hallucinés, devenue célèbre en quelques mois par la publicité malsaine que lui ont faite certains journaux, «porte le chapeau» pour d'autres qui tiennent à rester dans l'ombre.

QUI ?

Mais alors, qui ? A droite, certains avancent l'hypothèse d'un attentat palestinien. Mais on voit mal pourquoi les Palestiniens chercheraient à «déstabiliser» un régime qui ne leur est pas défavorable. A l'extrême droite du Front National au «Figaro-magazine» on préfère voir dans les attentats de Bologne, de Munich et de Paris la main du K.G.B. Ruse grossière, faite pour détourner les soupçons, car, là encore, on ne voit pas pourquoi les soviétiques chercheraient à nuire à M. Giscard d'Estaing. De toute évidence, ils s'accommodent fort bien de sa diplomatie molle. Alors il faut, en ce



par
bertrand
renouvin

néo-nazisme : "il y avait des signes précurseurs"

9 octobre, revenir à l'hypothèse d'une action nazie, en recherchant les criminels parmi ceux qui ne sont pas sur le devant de la scène.

Mais pourquoi ont-ils fait cela ? Sans doute au nom de ce qu'on appelle la «stratégie de la tension» : il s'agit, en faisant couler le sang, de provoquer une violence contraire qui fera basculer la société dans un conflit, où les plus violents de tous l'emporteront. Stratégie folle, nihiliste, qui a été celle de quelques groupes d'extrême gauche, en Italie et en Allemagne. Du moins, dans leur aberration, ces derniers n'exerçaient en général leur violence qu'à l'encontre d'adversaires politiques ou d'«ennemis de classe». Aujourd'hui, c'est une communauté de foi qui est atteinte, une communauté non seulement innocente mais hier déjà victime de la folie qui ressurgit aujourd'hui.

RESPONSABILITÉS

Cette renaissance était-elle totalement imprévisible ? Ne pouvait-on se préparer à affronter la contagion possible de la violence apparue chez nos voisins ? N'y avait-il vraiment, chez nous, aucun signe précurseur ? L'attentat du 2 octobre peut frapper les Français de stupeur : depuis la guerre, le fascisme et le nazisme ne s'étaient guère montrés, et les attentats d'extrême-droite ne paraissaient ni plus ni moins inquiétants que les autres. Mais l'Etat, dont le rôle -on nous l'a assez dit- est d'assurer la sécurité des citoyens, de protéger les communautés qui forment la nation, aurait dû s'inquiéter de la fréquence des attentats

antisémites, recueillir des renseignements, et assigner à la police les tâches nécessaires. M. Bonnet fait très efficacement ce travail lorsqu'il s'agit des Corses, des Bretons ou des gauchistes. Sa réaction après l'attentat de la rue Copernic montre qu'il a été désemparé : ses services n'ont arrêté que l'habituel gibier des rafles de l'extrême-droite, et la justice n'a condamné que les lampistes. Ce n'est pas à nous de dire où il faut chercher : le ministre de l'Intérieur devrait être mieux placé que quiconque pour le savoir. Or il y a carence, et doute sur l'efficacité des services de police face à l'extrême droite.

Le pouvoir giscardien paie ainsi le prix de ses complicités, de ses complaisances, de son obsession anti-gauchiste : quand on recrute son service de protection à «Ordre nouveau», quand on prend pour conseillers des extrémistes connus (H. Bassot par exemple), quand on favorise l'ascension de «jeunes loups» issus de l'extrême droite (MM. Longuet et Madelin), quand on puise son inspiration dans le «Figaro-magazine», quand on est tellement obsédé par la subversion de gauche qu'on oublie le danger pressant de la subversion de droite, qu'on laisse la gangrène raciste et nazie progresser dans la police, peut-on prévenir le mal, et réagir rapidement quand il a été commis ?

Ce gouvernement est incapable. Ce gouvernement est coupable, au moins par sa négligence, au pire par sa complaisance. Il est en outre, à son habitude, insultant et méprisant. Insulte de M. Barre à la communauté juive quand il fait une différence entre «Israélites» et «Français innocents». Mépris d'un gouvernement qui ne se fait même pas représenter à la synagogue de la rue Copernic le lendemain de l'attentat.

Les responsabilités politiques sont évidentes. Les responsabilités intellectuelles ne le sont pas moins. Depuis 10 ans, nous ne cessons d'attirer l'attention sur la renaissance de l'idéologie nazie. Longtemps seuls dans ce combat contre «Nouvelle Ecole» et le GRECE, nous avons été rejoints par la grande presse l'an dernier. Sans doute trop tard puisque pendant des années, M. de Benoist a pu reprendre des thèmes chers aux nazis, préconiser la lutte contre le «judéo-christianisme», militer en faveur d'un racisme fardé de mauvaise science. Aujourd'hui, il nie et s'indigne. Mais les textes sont clairs, et le mal est fait. Plutôt que de menacer ceux qui le disent, MM. Pauwels et de Benoist devraient s'interroger sur leur terrible responsabilité.

Bertrand RENOUVIN